

L'Azerbaïdjan doit choisir son camp dans le « grand jeu » Russie-USA en Mer Caspienne.

Par Rovshan Ismayilov ; EurasiaNet.

Après la Caspian Guard américaine, la Russie veut lancer une force mixte de protection, la CASFOR. La proposition du ministre russe de la Défense, Sergei Ivanov, de créer une sécurité collective multinationale pour la mer Caspienne va amener l'Azerbaïdjan à choisir comment aligner ses intérêts stratégiques : avec la Russie, ou bien avec les USA.

Mise en ligne : samedi 11 février 2006

Première publication : 3 février 2006

Traduit par Jacqueline Dérens

On connaît encore peu de détails sur ce collectif, surnommé CASFOR, décrit par le ministre russe comme « un groupe naval d'intervention en temps réel », mais il semble bien être le reflet de l'initiative de surveillance Caspian Guard, mise en place par les USA et l'Azerbaïdjan fin 2003 pour lutter contre le terrorisme, les trafics de drogues et d'armes de destruction massive dans le bassin de la mer Caspienne.

Comme la Caspian Guard, la CASFOR russe a pour intention, selon la déclaration de Sergei Ivanov lors de sa visite à Bakou « d'empêcher la menace du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, le trafic d'armes et de drogues » dans le bassin de la mer Caspienne. L'initiative a aussi pour mission « de protéger les intérêts économiques » des pays riverains - l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Iran et la Russie. Le projet, qui doit être approuvé par les cinq pays de la mer Caspienne, devrait être inscrit au programme de la prochaine visite du Président Poutine à Bakou fin février.

L'Azerbaïdjan sert déjà de plate-forme pour des activités de surveillance pour la Russie, qui loue une station radar dans la région de Gabala, et pour les USA qui ont récemment mis en place deux stations mobiles de radar dans le nord et le sud du pays pour surveiller la mer Caspienne. Le ministre Ivanov avait été précédé 9 janvier à Bakou par le Général Charles Wald, directeur du commandement américain pour l'Europe qui supervise l'initiative de la mer Caspienne.

Certains experts relient cette situation à la tension régionale de la crise nucléaire en Iran et aux pourparlers américains avec l'Arménie sur la sécession de la région du Nagorno-Karabakh. Certains saluent la coexistence des deux initiatives pour la sécurité en mer Caspienne. D'autres l'attribuent au Président Ilham Aliyev, qui contrairement à son père feu le Président Heydar Aliyev, n'a pas su équilibrer les intérêts de l'Azerbaïdjan entre les USA et la Russie.

Ilham Aliyev et l'impossible équilibre

Eldar Namazov, un analyste politique, ancien conseiller auprès du Président Heydar Aliyev, considère que la politique intérieure du pays a conduit le président Ilham Aliyev à des changements « évidents » dans la politique étrangère. Autrefois, la politique étrangère était une certaine façon de

mettre en symbiose la politique intérieure autoritaire et l'amitié avec les démocraties occidentales, mais aujourd'hui, dit cet analyste, alors que les éléments « autoritaires » sont fortement remis en question, « l'Azerbaïdjan est obligée de chercher des alliés dans des pays forts qui se soucient peu de la démocratie en Azerbaïdjan ». Les liens seront donc plus forts avec la Russie, qui a apporté son soutien à l'administration Alyiev après les résultats controversés des élections législatives de novembre 2005.

Alors que l'on ne connaît pas quelles sont les intentions du Président Alyiev vis-à-vis de la CASFOR, Eldar Namazov pense que l'initiative « est soit un coup de bluff, soit une façon de chatouiller la vanité occidentale. Les USA ont déjà commencé à transférer des navires et des stations radars vers les forces navales azéries, alors que la proposition russe exige d'abord la résolution du conflit concernant les eaux territoriales des cinq pays riverains de la mer Caspienne. Si l'initiative fonctionne, cela voudra dire que l'Azerbaïdjan est prêt à soutenir les efforts de la Russie dans son défi lancé aux intérêts des USA dans la région », conclut l'analyste.

Rastan Mammadov, président du centre de recherches du Partenariat pour l'avenir de la mer Caspienne, basée à Bakou, dit aussi que deux initiatives semblables dans une seule mer ne peuvent pas fonctionner., mais il ajoute qu'un pacte militaire entre les cinq pays riverains aiderait à l'obtention d'un traité sur les droits territoriaux dans la mer Caspienne.

Il maintient que la proposition russe vise à bloquer l'accès des pays extérieurs au bassin de la mer Caspienne et à garder la région sous l'influence de Moscou. « Qui de ces cinq pays possède des armes de destruction massive ? ces pays ont-ils vraiment des intérêts économiques communs à préserver, et où est la menace ? Quelle armée fera la plus grosse contribution à ce groupe quand certains de ces pays n'ont même pas de flotte militaire ? »

Chantage anti-occidentale

Un expert militaire azéri soupçonne la Russie d'avoir pris cette initiative pour affaiblir l'influence américaine dans l'administration du Président Alyiev et pour limiter les projets énergétiques occidentaux dans la mer Caspienne. La Russie justifie son initiative par la nécessité d'une lutte conjointe contre le terrorisme, les trafics illégaux en tout genre en particulier celui d'armes de destruction massive. Cependant l'histoire montre que la Russie et l'Iran sont les principales menaces pour la région de la Caspienne.

La CASFOR n'est pas l'unique proposition d'Ivanov qui présente un choix stratégique aux responsables de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan. Un entraînement en Russie pour le personnel militaire fait aussi partie des discussions, mais les experts militaires azéris font remarquer que cette proposition est en désaccord avec les projets à long terme de l'Azerbaïdjan de mettre son armée aux normes de l'OTAN d'ici 2007 L'Azerbaïdjan ne peut pas diviser son armée « entre une orientation vers l'OTAN et un style russe » martèle Rastam Mammadov, et l'analyste Namazov de conclure : « cet entraînement serait inutile pour une armée professionnelle tournée vers l'OTAN que les autorités disent vouloir mettre sur pied ».

Une commission bilatérale, récemment formée, sur la coopération militaire et technique suggère que l'Azerbaïdjan serait prêt à tolérer une telle dichotomie. La Commission qui sera coprésidée par Alexander Formin, directeur adjoint du Service de partenariat technique militaire de la Fédération de Russie, s'occupera de la fourniture possible d'armes russes à l'Azerbaïdjan

ainsi que de l'élargissement de la coopération militaire, a déclaré le Ministre Ivanov le 24 janvier lors d'une conférence de presse à Bakou.

La dernière base militaire terrestre russe en Azerbaïdjan, la station radio Daryal dans la région montagneuse de Gabala, a reçu la visite du Ministre Ivanov et du Ministre de la défense d'Azerbaïdjan Safar Abiyev ; Construite au temps de l'Union soviétique et aujourd'hui louée par la Russie, la station permet à Moscou de suivre la trace des missiles balistiques lancés depuis la région du Golfe persique. Les installations de la station sont situées à 360 kilomètres d'une station radar à la frontière de l'Iran, qui doit être modernisée par les USA et à 130 kilomètres d'une station semblable située à Agstafa à la frontière de la Géorgie.

L'ombre de l'Iran

Les deux ministres ont discuté des options pour l'approvisionnement de la station Dayal par voie ferrée et des interférences avec les fréquences de la station, causées « par différentes stations émettrices », selon le ministre Ivanov. Un expert militaire, parlant sous réserve d'anonymat, pense que les installations militaires sont la cause de ces interférences. S'adressant à des journalistes, Ivanov n'a à aucun moment dit que les stations radar azéries, iraniennes ou américaines étaient responsables, mais il a affirmé qu'un projet existait pour résoudre le problème.

Selon Janmirza Mirzoyev, la visite du ministre Ivanov n'a pas seulement servi à vendre des armes à l'Azerbaïdjan, mais aussi à assurer la sécurité du corridor pour le transport des livraisons d'armes à l'Iran via l'Azerbaïdjan. « Le budget militaire a été augmenté de 600 millions de dollars en 2006. Cela a attiré l'attention de la Russie. Jusqu'à présent, l'Azerbaïdjan a acheté des armes à des pays tiers, l'Ukraine, la Chine et des pays d'Europe de l'Est. La Commission sur la coopération technique militaire a l'intention de changer cela ».

Une route terrestre sûre permettrait à la Russie d'envoyer des armes à l'Iran sans attirer l'attention des stations radar américaines qui contrôlent la mer Caspienne. Pour Mirzoyev, « la tension croissante entre les USA et l'Iran augmentera le volume des cargaisons d'armes destinées à l'Iran. D'un côté, cette situation va donner plus d'importance à la route maritime de la mer Caspienne, mais les radars américains détecteront tous les mouvements en direction de l'Iran. C'est pourquoi la Russie va chercher à utiliser la route terrestre à travers l'Azerbaïdjan ».

Ilgar Mammadov a eu le mot de la fin : « Les temps sont difficiles pour la diplomatie ».

L'Azerbaïdjan peine à formuler une doctrine de défense nationale

Dépêche publiée le 12/02/2006

Par Jean GRANOUX, d'après une dépêche de Liz FULLER pour RFE/RL

Bakou, 12 février 2006 - En dépit des engagements du président Alev au début 2005, l'Azerbaïdjan n'a pas encore mis en place, ni même formulé une nouvelle

doctrine militaire, alors que la Géorgie voisine, dans sa démarche de candidature à l'intégration à l'OTAN, a rendu public en mai dernier un projet de sécurité nationale.

Les observateurs sont amenés à penser que les responsables azerbaïdjanais sont en désaccord profond, voire que l'Azerbaïdjan a plusieurs fers au feu et essaye de jouer la Russie, les Etats-Unis et l'OTAN.

Le Major Ilqar Verdiev, un porte-parole du ministère de la Défense, a déclaré à Echo.az-com, le 26 novembre dernier, que le concept était toujours à l'étude. Le chef de cabinet militaire Vahid Aliev avait déclaré en avril 2005 au journal *Ayna* que le projet national de défense et que le projet de doctrine militaire seraient publiés durant l'été 2005.

L'expert militaire azerbaïdjanais Yasar Jafarli, à la tête de l'Union des Officiers de Réserve, avait été cité par Echo-az.com en novembre, déclarant que ce retard à mettre en forme ces projets clefs, et à les adopter, pénaliseraient les relations Azerbaïdjan-OTAN. Des relations déjà mises à mal par l'assassinat en février 2004 par un officier azerbaïdjanais d'un Arménien, qui suivait un cours d'anglais dispensé par l'OTAN à Budapest, ainsi que par le refus de Bakou d'accorder un visa à des officiers arméniens pour une série de conférences de l'OTAN à Bakou (septembre 2004).

D'autres désaccords avec l'OTAN sont apparus du fait de l'obstination de l'Azerbaïdjan à conserver des normes militaires héritées de l'époque soviétique. Les experts du groupe de réflexion « doctrine » avaient constaté une copie mot pour mot de la doctrine russe (ou soviétique). Cette situation avait créé des divergences entre responsables d'unité, les uns favorables aux normes soviétiques et les autres partisans des normes occidentales. Mais il est également possible que la publication de tels documents soit une oeuvre de désinformation délibérée. Les plus hauts responsables dont le président Aliev et le ministre de la Défense, le Colonel-Général Safar Abiev, n'ont-ils pas plusieurs fois affirmé que l'Azerbaïdjan se réservait le droit de reprendre la guerre si les négociations sur le conflit du Haut-Karabakh n'aboutissaient pas à un règlement satisfaisant pour Bakou ?

Cependant, Aliev a augmenté de manière significative le budget de la défense, le faisant passer de 175 millions de dollars en 2004 à 300 millions en 2005 et à 600 millions de dollars en 2006, selon l'agence de presse Turan.

Toutefois, compte tenu de la longue tradition de corruption au sein du ministère de la Défense, il est important de suivre, au-delà de l'augmentation spectaculaire du budget militaire, l'affectation qui sera réellement faite des fonds. D'autre part, l'incapacité à se mettre d'accord pour produire des documents de base pourrait refléter un manque de réflexion stratégique moderne, ou des dissensions profondes au sein de l'état-major, ou les deux.

Les médias azerbaïdjanais donnent à penser que Abiev ainsi que d'autres hauts gradés formés à l'école soviétique pourraient être collectivement limogés pour faire place à de jeunes officiers formés sous l'égide de l'OTAN. C'est en tout cas ce que rapportait Echo-az.com le 2 février dernier.

Il n'est pas inutile de rappeler que Abiev est ministre de la Défense depuis plus de dix ans (exactement depuis début février 1995), ce qui en fait le plus ancien de tous les ministres de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Il a toujours tenu bon face aux allégations de corruption et à une enquête demeurée sans conclusions apparentes sur les dépenses du ministère.

À des conférences de presse en juin 2004 et avril 2005, citées par Zerkalo.az, des ONG ont prétendu que la corruption et l'inefficacité continuent de sévir au sein des forces armées du pays. Ils ont mis l'accent sur les violations des droits des soldats, y compris les retenues ou suppressions arbitraires de logements de permissions et même de salaires.

En juillet 2005, un groupe de 17 personnes a été jugé pour pots de vin, faux et usage de faux et harcèlement, selon ITAR-TASS. Le jugement d'un second groupe d'officiers s'est ouvert à la Haute Cour militaire le 24 octobre dernier, d'après Daily.az ; et un troisième procès, cette fois de 18 personnes, a débuté devant la même Haute Cour militaire le 16 janvier 2006.

Une autre explication de cette incapacité de l'Azerbaïdjan à formuler une doctrine stratégique tiendrait à une divergence, criante mais encore informulée, entre l'importance relative de la coopération avec l'OTAN d'une part, et la coopération bilatérale avec les Etats-Unis d'autre part.

Alekper Mammadov, directeur du Centre de contrôle civique des forces armées, a accusé en juin 2004 le ministre de la Défense de faire simplement semblant de mettre les forces armées en phase avec les normes OTAN. Des propos peut-être exagérés, mais l'Azerbaïdjan ne donne pas l'impression de donner la priorité aux rapports avec l'OTAN.

Le Plan d'action individuel pour le Partenariat (IPAP) entre l'Azerbaïdjan et l'OTAN ne prévoit qu'une maigre série de mesures, notamment la mise à disposition de l'OTAN d'une compagnie (120-130 hommes) au service du maintien de la paix, d'une unité (20-30 hommes) de protection civile, d'une unité spécialisée et de deux hélicoptères Mi-8.

Les Etats-Unis, en revanche, sont considérés comme un partenaire de choix, dans la mesure où ils fournissent une assistance réelle pour l'entraînement et les opérations de sécurité maritime sur la mer Caspienne, ainsi que par leurs efforts de surveillance à la frontière sud de l'Azerbaïdjan avec l'Iran et un nouveau programme de sécurité des frontières le long de la frontière nord de l'Azerbaïdjan avec le Daghestan.

Dans le cadre de cette assistance, Washington fournira aussi des équipements radar aux bases navales de l'Azerbaïdjan dans la mer Caspienne, selon *Nezavisimaya gazeta* du 30 janvier. Cette assistance résulte de la perception par Washington de l'Iran comme une menace, une perception qui pourrait évoluer dans le futur.

Dans le même temps l'Azerbaïdjan répugne à compromettre ses liens militaires avec la Russie en adhérant avec enthousiasme à l'OTAN ou en mettant en cause ses accords de défense commune avec la Russie. Chaque avantage stratégique que Bakou peut offrir à la Russie, tel que l'usage permanent de la station radar de Qabala, sert à diminuer l'importance de l'Arménie dans la stratégie globale de la Russie.